

MAITRE D'OUVRAGE

ETAT - MINISTERE DE L'INTERIEUR
Représenté par le Préfet Délégué à la Défense et à la Sécurité
pour la zone Sud Est

CONDUCTEUR D'OPERATION

SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR - SUD-EST
Direction de l'immobilier - Bureau des Travaux d'Investissement 20, rue de l'Espérance - B.P. 73 331 - 69405 LYON Cedex 03

Réhabilitation énergétique de la Caserne Machemy
20 Avenue de la Liberté - 15000 AURILLAC

C.C.T.P.

CCTP PIECE COMMUNE A TOUS LES LOTS



Architecte - Mandataire de l'équipe de Maitrise d'Oeuvre

ARCHIMADE 19

10, rue Général Cavaignac - 19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tel : 05 55 17 27 39 - Email : contact@archimade19.fr



BET Economie de la Construction

SAS IEKO INGENIERIE

51B, Avenue Président Henri Queuille - 19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tel : 05 55 92 59 72 - Email : contact@ieko-ingenierie.fr



BET VRD

COLIBRIS VRD

34 Avenue Ribot - 19100 BRIVE
Tel : 05 55 24 39 65 - Email : bureau@colibrisvrd.fr



BET Structure

SIGMA INGENIERIE

6, rue Chanoine Antoine Broquin - 19100 BRIVE
Tel : 05 55 88 37 28 - Email : ablanchin@sigma-ing.com



BET Fluides / Electricité

ARGETEC

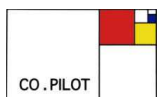
544 Boulevard des Saveurs - 24660 COULOUNIEX CHAMIERES
Tel : 05 53 08 41 40 - Email : accueil@argetec.fr



BET Désamiantage

VALTEIA INGENIERIE

52 Av. Gustave Eiffel - 33610 CANEJAN
Tel : 05 56 81 35 49 - Email : laurent.latapie@valteia-ingenierie.com



Ordonnancement Pilotage Chantier

CO. PILOT

30 bd Paul Painlevé - 19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tel : 05 55 87 24 54 - Email : julie.legros@copilot19.fr

1 DEFINITION DE L'OPERATION

1.1 OBJET

1.1 1 Programme de l'opération

Le présent Cahier des Clauses Techniques Communes a pour objet de préciser les prescriptions d'ordre général - tant pour ce qui concerne la réalisation des travaux proprement dits que pour ce qui concerne les dispositions d'organisation générale du chantier - qui doivent être prises en compte par chaque entreprise, dans le cadre de la **Réhabilitation énergétique de la caserne Machemy à AURILLAC (15)** pour le compte de l'**ETAT - Ministère de l'Intérieur** représenté **par le Préfet délégué à la Défense et à la Sécurité pour la zone Sud-Est**

La conduite d'opération est gérée par le **S.G.A.M.I. SUD-EST** - Direction de l'Immobilier Bureau des Travaux d'Investissement - 20 rue de l'Espérance BP 73 331 - 69 405 LYON Cedex 3

Les travaux se situent sur le site de la **Caserne de Gendarmerie MACHEMY - 20 Avenue de la Liberté - 15000 AURILLAC**, le long de la départementale 120, en direction Mauriac, à proximité d'un rond-point.

Référence cadastrale : Section BI 01 parcelle 0479, contenance cadastrale 19 178 m²

Les travaux de rénovation thermique porteront sur l'amélioration de l'enveloppe des bâtiments Administration et Logements (façades, menuiseries) et sur les équipements de chauffage et de ventilation afin de réduire les consommations d'énergie tout en améliorant le confort des occupants, que ce soit en hiver ou en été.

Pour information, l'altitude moyenne du bâtiment Administratif se situe à 650.16 m NGF (Niveau 0,00 Bâtiment 001 RDC)

Les travaux font l'objet d'une tranche ferme. Toutefois, une tranche conditionnelle n°01 subsiste pour les travaux de chauffage et des réseaux enterrés concernant les lots 12 et 14.

1.2 NOMENCLATURE DES LOTS ET DES PLANS

1.2 1 Liste des lots du présent projet

Les travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. sont subdivisés suivant les lots suivants :

LOT N°01 - ECHAFAUDAGES
LOT N°02 - DESAMANTAGE
LOT N°03 - DEMOLITIONS - GROS OEUVRE
LOT N°04 - CHARPENTE BOIS
LOT N°05 - COUVERTURE METALLIQUES - BARDAGES
LOT N°06 - RAVELEMENTS DE FAÇADES - ITE
LOT N°07 - MENUISERIES EXTERIEURES PVC
LOT N°08 - MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
LOT N°09 - METALLERIE
LOT N°10 - PLATRERIE - PEINTURE - NETTOYAGE
LOT N°11 - REVETEMENTS DE SOLS PVC - FAÏENCE
LOT N°12 - CHAUFFAGE VENTILATION INSTALLATIONS SANITAIRE
LOT N°13 - ELECTRICITE
LOT N°14 - VRD - REFECTION RESEAUX
LOT N°15 - PHOTOVOLTAIQUE

Chacun de ces lots fait l'objet d'un fascicule ; les entrepreneurs sont tenus de prendre connaissance de l'ensemble de ces fascicules, ainsi que des plans et détails fournis à l'appui du présent devis. Ils ne pourront se prévaloir en aucun cas, ni à aucun moment, de les ignorer, ou de ne pas les avoir consultés.

Il devra considérer comme prévu au marché et exécuter tous les ouvrages que les usages de sa profession indiquent comme nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage, dans les règles de l'art, en respectant les lois et règlements (parus et encore en vigueur à la date de l'exécution des travaux ou à la date de la remise des offres).

L'exécution des travaux sera réalisée par lots séparés.

1.2 2 Liste des plans architectes

00 SITUATION DU PROJET - MASSE
01 BÂTIMENT 001 ADMINISTRATION
04 BÂTIMENT LOGEMENT 004
05 BÂTIMENT LOGEMENT 005
06 BÂTIMENT LOGEMENT 006
07 BÂTIMENT LOGEMENT 007
08 BÂTIMENT LOGEMENT 008
09 BÂTIMENT LOGEMENT 009
10 BÂTIMENT LOGEMENT 010

11 BÂTIMENT LOGEMENT 011
12 BÂTIMENT LOGEMENT 012
13 BÂTIMENT LOGEMENT 013
14 PLAN DES COMBLES PAR GROUPE DE BÂTIMENTS
15 DÉTAILS CONSTRUCTIFS

1.2 3 Liste des plans BET

PLANS VRD

Plan Réfection des réseaux - Tranche optionnelle 01 - Traitements des EP extérieures
Plan Réfection des réseaux - Tranche optionnelle 04 - Réseaux

PLANS DESAMIANTAGES

Plans Désamiantages Bâtiment 004 à 013
Plan Détails de principes

PLANS STRUCTURES

Coffrage Fondations à Haut du N1
GO.01 Coffrage Bâtiment 004
GO.02 Coffrage Bâtiment 005
GO.03 Coffrage Bâtiment 006 et 007
GO.04 Coffrage Bâtiment 008 et 009
GO.05 Coffrage Bâtiment 010 et 011
GO.06 Coffrage Bâtiment 012
GO.07 Coffrage Bâtiment 013
GO.08 Coffrage Bâtiment 001 Administratif / LST

PLANS FLUIDES:

Chauffage Ventilation Installations Sanitaires - CVC-IS Bâtiments 001 LST & Bâtiments 004 à 013 (Tranche ferme)
Chauffage Ventilation Installations Sanitaires - CVC-IS Réseaux (Tranche optionnelle 01)

PLANS ELECTRICITE:

Carnets de plans Électricités Tous Bâtiments
Plan Photovoltaïque Bâtiment LST

1.2 4 Pièces annexes

Diagnostic Amiante Avant Travaux - Bâtiment Administratif (SOCOTEC)
Diagnostic Amiante Avant Travaux - Logements (DEA)
Diagnostic Plomb Avant Travaux - Bâtiment Administratif et Logements (DEA)
Rapports vérifications périodiques des installations électriques (VERITAS)
Rapport sondages Etanchéité Toitures existantes
Etude thermique (BET ARGETEC)
Planning Prévisionnel Travaux (COPILOT)
Rapport RICT (SOCOTEC)
Rapport PGC (SOCOTEC)
Cahier des Clauses Administrative Particulière (Maître d'Ouvrage)
Règlement de Consultation (Maître d'Ouvrage)
Acte d'Engagement (Maître d'Ouvrage)

1.2 5 Reproduction des documents

La loi du 11 Mars 1957, n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant droits ou ayant causes, est illicite (alinéa n° 1 de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

Les entreprises auront à leur charge la reproduction de toutes pièces ou plans nécessaires à l'établissement de leur dossier Marché et à l'exécution de leurs propres prestations.

1.3 INTERVENANTS

1.3 1 Maîtrise d'ouvrage

ETAT
Ministère de l'Intérieur

1.3 2 Pouvoir Adjudicateur

Préfet délégué à la Défense et à la Sécurité pour la zone Sud-Est

1.3 3 Conducteur d'opération

SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR - SUD-EST

Direction de l'immobilier
Bureau des Travaux d'Investissement
20, rue de l'Espérance - B.P. 73 331 - 69 405 LYON Cedex 03

1.3 4 Services utilisateurs

Groupeement départemental de gendarmerie du Cantal
Caserne MACHEMY
20 Avenue de la Liberté - 15000 AURILLAC

1.3 5 Maîtrise d'oeuvre

- Conception Architecturale

SARL D'ARCHITECTURE ARCHI MADE 19
10, rue Général Cavaignac - 19 100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél. 05 55 17 27 39 - Email. contact@archimade19.fr

- Ingénierie Technique

IECO INGENIERIE (Economie de la Construction)
10, Avenue Général Leclerc - 19 100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél. 06 83 04 99 22 - Email. contact@ieco-ingenierie.fr

COLIBRIS VRD (BET VRD)
34, avenue Ribot - 19 100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél. 05 55 24 39 65 - Email. bureau@colibrisvrd.fr

SIGMA INGENIERIE (BET Structure)
6, rue Chanoine Antoine Broquin - 19 100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél. 05 55 88 37 29 - Email. ablanchin@sigma-ing.com

BET ARGETEC (BET Thermique - Fluides - Électricité)
544, boulevard des Saveurs - Cré@vallée Nord - 24660 COULOUNIEUX CHAMIERES
Tél. 05 53 08 41 40- Email. accueil@argetec.fr

VALTEIA INGENIERIE (BET Désamiantage)
52 avenue Gustave Eiffel 33610 CANEJAN
Tél. 05 56 81 35 49- Email. laurent.latapie@valteia-ingenierie.com

1.3 6 Contrôle Technique

SOCOTEC AURILLAC
14 Avenue Du Garric - 15 000 AURILLAC
Tél : 04 71 48 41 58 - Email : construction.aurillac@socotec.com

1.3 7 Coordinateur S.P.S.

APAVE
1 Rue Germaine Tillion 63360 Gerzat
Tél : 04 73 31 90 00 - Email : exploitation.clermont@apave.com

1.3 8 Pilote de chantier - O.P.C

CO.PILOT
30 Boulevard Painlevé - 19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél. 06 48 58 06 45 - email : julie.legros@copilot19.fr

1.3 9 Diagnostics Plomb - Amiante

SAS DEA
33, rue des Lavandes - 34980 SAINT GELY DU FESC
Tél. 04 67 06 02 70 - Email : contact@deaimmo.fr

SOCOTEC AURILLAC
14 Avenue Du Garric - 15 000 AURILLAC
Tél : 04 71 48 41 58 - Email : construction.aurillac@socotec.com

2 **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES**

2.1 **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DE REFERENCES**

Il est précisé que certaines prescriptions des fascicules du C.C.T.P. peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation visée ci-après. Il reste bien entendu que l'entreprise ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

A contrario, si une obligation découlant de cette réglementation n'était pas explicitement précisée dans les pièces du marché, l'entrepreneur y serait soumis.

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation applicable en France telle qu'elle se trouvera être en vigueur à la date de remise des offres.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et/ou le(s) document(s) suivant(s) :

2.1.1 **Pour l'ensemble des marchés**

Les ouvrages sont conçus et exécutés pour être conformes aux normes et aux règles de calculs DTU et aux prescriptions de règles générales de construction, en particulier celles figurant aux DTU ou documents équivalents.

Le respect de ces prescriptions sera apprécié selon les recommandations des diverses publications du CSTB ou équivalent.

Les matériaux ou fabrications, pour lesquels a été créée une marque NF ou à défaut une marque de qualité professionnelle, devront être fournis en priorité. Il devra être justifié de cette marque de qualité.

- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. Travaux) : arrêté du 30/03/2021
- Décret n°82-508 du 14 juin 1982 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules
- uniquement les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules interministériels CCTG
- toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales
- les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste
- tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages ;
- le REEF
- le code de la construction
- la réglementation sécurité incendie ;
- les textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- le règlement sanitaire départemental et/ou national ;
- les textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- les textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- la législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'oeuvre ;
- les règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc. ;
- la NRA : Nouvelle réglementation acoustique
- l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement.
- les installations ci-après énumérées feront l'objet d'essais effectués par les Entreprises dans les conditions conformes à celles définies, d'une part dans le document technique COPREC n° 1, pour la nature des essais et leur mode opératoire et, d'autre part, dans le document technique COPREC n° 2, pour la récapitulation des résultats de ces essais

D'une façon générale, l'ensemble des textes réglementaires, administratifs et normatifs applicables à l'opération tant en ce qui concerne la nature des travaux à réaliser que le type d'établissement concerné et que la nature du marché de travaux passé. Les entrepreneurs devront respecter ces textes dans l'exécution de leurs marchés

- Liste des installations concernées :
 - CH : Installations chauffage
 - E.L. : Installations électriques
 - P.S. : Plomberie
 - R.A. : Réseau d'alimentation en eau
 - R.E. : Réseau d'évacuation
 - VM : Ventilation
- etc...

Cette liste n'est pas limitative : l'Entreprise doit impérativement exécuter ses travaux et prestations conformément aux Règles de l'Art et aux Prescriptions techniques et réglementaires existant en la matière.

Egalement, il est de convention expresse, que chaque entreprise est censée avoir parfaite connaissance des C.C.T.P. de tous les lots, afin de mieux apprécier, le cas échéant, la consistance de ses propres travaux.

Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les DTU ou normes :

- pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en oeuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
- pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.
- pour ce qui est des textes "Consistance des travaux" ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

2.1 2 Pour chaque lot particulier

Les prescriptions relatives à chaque lot seront définies, pour chacun d'eux, au titre Prescriptions Particulières d'Exécutions et de leur D.T.U particuliers.

2.2 REGLES ET OBLIGATIONS GENERALES

2.2 1 Obligations générales des entreprises

Le présent C.C.T.P. a pour objet de préciser, pour chaque lot, à partir des plans définissant les dispositions, formes et dimensions des ouvrages, le mode d'exécution des travaux et les performances exigées.

Il n'est pas limitatif. En conséquence, chaque entreprise doit réaliser l'intégralité des ouvrages et fournitures nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux qui lui sont confiés et répondre aux performances demandées.

Pendant la durée de la consultation, les Entrepreneurs sont tenus, en fonction de leurs connaissances professionnelles et de leur qualité d'homme de l'Art de signaler par écrit à l'Architecte et/ou à la Maîtrise d'Oeuvre les anomalies, erreurs ou omissions qu'ils décèleraient dans les documents graphiques ou les pièces écrites.

Ceci suppose en particulier que l'entreprise :

- assure la fourniture et la mise en oeuvre de tous matériels et matériaux indispensables, alors qu'ils ne soient pas explicitement précisés au C.C.T.P. ou aux plans.
- supplée, compte tenu de ses connaissances professionnelles, aux détails ou dispositions qui seraient omis par le Maître d'Oeuvre.
- possède une parfaite connaissance du projet dans son ensemble, y compris des dispositions prévues aux autres lots.
- ait procédé à la vérification préalable des cotes figurant aux plans et au Contrôle de leur concordance avec les divers plans et ouvrages.
- s'entoure de tous renseignements nécessaires auprès du Maître d'Oeuvre, aucune modification au projet ne pouvant être apportée sans l'accord préalable de ce dernier.
- réalise sans délai la modification, la réfection ou le remplacement de tous ouvrages, matériaux ou fournitures non conformes aux règles et prescriptions techniques de la Construction ou aux dispositions prévues aux documents contractuels.

Toutes malfaçons ou exécution non conformes seront sanctionnées aux frais de l'entreprise défailtante et ce, sous réserve des droits du Maître d'Ouvrage.

Chaque Entreprise est tenue, avant de procéder à la réalisation de ses ouvrages, de vérifier que ceux des Entreprises qui l'ont précédée dans l'exécution et sur les ouvrages desquelles elle intervient, sont conformes tant aux règles de l'Art, qu'aux règles de construction ou aux Prescriptions des Documents Contractuels :

- état des formes et implantation des ouvrages.
- état des planchers, nivellement, planéité avant exécution d'un revêtement.
- planéité des murs, des enduits, des cloisons, avant exécution, d'un revêtement faïence, d'une peinture.
- verticalité et non déformation des ouvrages secondaires.
- état des raccords faits par les autres Entreprises
- etc...

Aucun supplément de prix ne pourra être consenti à l'Entrepreneur dans le cadre des observations ci-dessus, ou pour tout autre cause que ce soit, à défaut d'accord préalable écrit du Maître d'Ouvrage.

2.2 2 Pièces à produire

Le C.C.T.P. fait référence aux spécifications et règlements techniques existant en la matière : ces documents fixent impérativement et sans contestation possible les conditions d'exécution et de mise en oeuvre des matériaux.

Tout emploi de matériaux ou procédés non agréés ou non traditionnels devra faire l'objet d'un accord du Bureau de Contrôle ou, à défaut du Maître d'Oeuvre et des Compagnies d'Assurances.

Les descriptions du C.C.T.P. renseignent l'entreprise sur la nature des ouvrages à exécuter, leur nombre et importance, leur emplacement, leurs dimensions et les performances qui en sont attendues. Il en va de même des plans généraux et de détail joints au présent document.

L'Entrepreneur devant une réalisation complète des ouvrages, il lui appartient de signaler toute erreur, ou omission, contradiction ou divergence, de provoquer toute demande de renseignements et ce avant la remise de son prix global : aucun supplément en pourra être accepté après la signature du Marché. Les interprétations des documents contractuels feront foi et l'Entreprise gardera l'entière responsabilité de la bonne exécution de ses travaux.

Le titulaire du présent lot devra, dans les délais qui seront fixés à la signature des marchés, fournir les éléments suivants :

A la remise de l'offre, le mémoire technique avec :

- liste des matériels et moyens mis à disposition pour la réalisation des travaux.
- liste des moyens humains mis à disposition pour la réalisation des travaux pour respecter le planning prévisionnel
- les fiches techniques des matériaux envisagés

A la signature du marché :

- indications des temps des différentes tâches pour l'établissement du planning d'exécution en accord avec le planning prévisionnel
- liste des besoins en terme de capacité de stockage sur site selon zone de disponibilité de l'établissement, avec plan associé

En cours de chantier :

- la fourniture des plans de détails et d'implantation des ouvrages
- tous documents techniques qui pourront lui être demandés par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Oeuvre

A la réception :

- la fourniture des plans des installations telles qu'elles auront été exécutées, qui seront remis au B.E.T. pour l'établissement du document « Ouvrages exécutés »
- les éléments définis à l'article « Documents Ouvrages Exécutés » ci-après

2.2 3

Contenu des prix

Pour l'établissement de son prix, l'entrepreneur devra considérer les conditions d'exécution des travaux et prendre parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constituant le présent dossier.

Les entreprises ne pourront, en aucun cas, arguer la méconnaissance des lieux et conditions particulières d'exécution pour obtenir des travaux supplémentaires.

Les entreprises devront tenir compte pour l'établissement de leur prix, des remarques et obligations formulées dans le plan général de coordination (P.G.C.) fourni par le coordonnateur Sécurité Santé.

Toutes les dispositions de sécurité et de protection de chantier seront incluses dans les offres.

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur.

Les Entrepreneurs ne pourront pas modifier ultérieurement leur prix forfaitaire en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'ils sont présumés connaître parfaitement au moment de l'établissement de ce prix.

2.2 4

Caractéristiques du C.C.T.P.

Le C.C.T.P. fait référence aux spécifications et règlements techniques existant en la matière : ces documents fixent impérativement et sans contestation possible les conditions d'exécution et de mise en oeuvre des matériaux.

Tout emploi de matériaux ou procédés non agréés ou non traditionnels devra faire l'objet d'un accord du Bureau de Contrôle ou, à défaut du Maître d'Oeuvre et des Compagnies d'Assurances.

Les descriptions du C.C.T.P. renseignent l'entreprise sur la nature des ouvrages à exécuter, leur nombre et importance, leur emplacement, leurs dimensions et les performances qui en sont attendues. Il en va de même des plans généraux et de détail joints au présent document.

L'Entrepreneur devant une réalisation complète des ouvrages, il lui appartient de signaler toute erreur, ou omission, contradiction ou divergence, de provoquer toute demande de renseignements et ce avant la remise de son prix global : aucun supplément en pourra être accepté après la signature du Marché. Les interprétations des documents contractuels feront foi et l'Entreprise gardera l'entière responsabilité de la bonne exécution de ses travaux.

2.2 5

Obligations de résultats

Le présent chantier est soumis à une obligation de résultat.

En conséquence, chaque entreprise doit prévoir tout ce qui sera nécessaire à l'exécution des travaux de son lot, pour un parfait aboutissement. Aucun supplément ne sera admis à ce titre.

En effet, de par sa connaissance, chaque entreprise aura dû prévoir tous les travaux complémentaires et non précisés dans le C.C.T.P. ou sur les plans.

Il est rappelé qu'une note relative à tout ce qui semblerait imprécis ou contradictoire doit être jointe à l'offre, l'entrepreneur ayant toute latitude pour demander des précisions avant la remise de son offre, conformément aux spécifications du CCAP.

A défaut, les propositions s'entendront comme incluant tous compléments de travaux et toutes sujétions.

Toutes les sujétions nécessaires à l'obligation de résultat imposé sont incluses dans le montant des travaux.

Chaque entreprise devra tenir compte de toutes les sujétions découlant de la position du chantier par rapport à son environnement et aux voies d'accès.

Les différentes circulations devront être maintenues durant la totalité des travaux.

Les travaux tous lots seront réalisés avec toutes les précautions nécessaires pour éviter toutes coupures et incidents sur le réseau des fluides existants qui

devront être maintenus en état de fonctionnement pendant toute la durée du chantier.

Pour certains réseaux, des recherches préliminaires pourront être demandées pour leur identification.

Chaque entreprise devra obligatoirement se rendre sur place afin de se rendre compte très exactement de l'étendue des travaux et des difficultés d'exécution.

Les entreprises sont tenues de prendre, auprès du Maître d'oeuvre, tous les renseignements utiles au bon achèvement et à l'aspect des ouvrages conformément aux plans et CCTP.

Faute de quoi, elles seront tenues pour responsables de toutes les différences constatées par rapport au projet.

L'exécution des travaux reste soumise aux obligations générales stipulées dans le cours du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (Cahier des prescriptions générales et cahiers lot par lot, qui forment un ensemble)

Éventuellement et par notices descriptives complémentaires qui seraient remises aux entrepreneurs avant la remise de l'offre, ces obligations générales peuvent être modifiées ou annulées.

Outre les CCTP, chaque entreprise doit prendre connaissance et intégrer dans son offre, les prestations indiquées dans les pièces communes administratives ou techniques : CCAP, PGCS, Rapport initial du contrôleur technique, etc.

Les différentes pièces écrites, comme les plans dans leur expression graphique, ont été rédigées aussi exactement que possible afin de renseigner les entrepreneurs avec le maximum de précisions. Il convient toutefois de signaler qu'aucune pièce ne peut être considérée comme élément à caractère limitatif par rapport aux prestations à fournir.

Pour les plans de détail qui comporteraient des modifications au projet initial, ceux établis à une échelle supérieure prévaudraient sur ceux établis à une échelle moindre.

Toutes les dispositions précisées dans les documents du dossier (plans et pièces écrites) devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction et que les dispositions d'ensemble.

Dans tous les cas, chaque entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du C.C.T.P. Il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

Chaque entrepreneur contracte, par le seul fait de soumissionner, l'obligation d'exécuter dans le cadre de sa profession, l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des travaux projetés et ce, conformément aux règles de l'art ainsi qu'à la législation et règlements en vigueur.

Aucun supplément ne sera admis au cas où certaines fournitures ou façons non mentionnées dans le descriptif s'avèreraient nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Dans le cas de contradictions entre les plans et le document descriptif, l'entrepreneur est tenu de signaler le fait au Maître d'œuvre qui communiquera sa décision par écrit.

Dans le cas où cette contradiction ne se révélerait qu'après remise de soumissions, le Maître d'œuvre exigera la solution la plus adaptée figurant soit aux plans soit au C.C.T.P.

En cas d'erreur, d'imprécision ou de manque de côtes, l'entrepreneur devra signaler en temps utile au Maître d'œuvre qui donnera toutes les précisions nécessaires avant exécution des ouvrages et ce par écrit.

Les pièces du dossier de consultation n'indiquent, d'une manière générale et par lot que la description type des ouvrages à réaliser.

2.2 6

Connaissance des Lieux

L'entrepreneur est réputé, pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise de son offre :

- pris pleine connaissance des plans, pièces écrites et tous les documents utiles à la réalisation des travaux de son corps d'état ;
- avoir recueilli, auprès du maître d'œuvre, tous les renseignements complémentaires ayant trait à l'exécution des travaux des autres corps d'état dont les ouvrages sont en liaison avec les siens ;
- reconnu les sites, lieux et terrain d'implantation des ouvrages et tous les éléments généraux et locaux en relation avec la réalisation des travaux ;
- procédé à une visite détaillée du terrain et pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux ainsi qu'à l'organisation du fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux sur chantier, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...) ;
- contrôlé toutes les indications des documents de consultation notamment celles données par le présent C.C.T.P. ainsi que les plans généraux et plans de détail du dossier de consultation ;
- recueilli tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre et avoir pris également tous les renseignements auprès des services publics et des compagnies de concessionnaires

Aucun supplément de prix ne pourra être accepté dans le cadre des sujétions ci-dessus.

Une visite obligatoire est rendue obligatoire pour certains lots (Cf. Règlement de consultation)

2.2 7

Constat de l'état des lieux

Un constat d'huissier général de l'état des lieux des constructions attenantes au projet, ainsi que sur l'ensemble des bâtiments concernés par la présente opération, sera effectuée par le lot Gros Œuvre, de façon à prévenir toutes réclamations (constat d'huissier avec photos des constructions et constat établi contradictoirement avec le Représentant du Maître d'ouvrage).

Une attention particulière sera menée sur l'état des dallages conservés dans les bâtiments.

Il est bien précisé que l'entreprise fera son affaire personnelle de toutes réclamations ou recours des tiers (bruits, troubles de jouissance, fissures, dégâts aux existants, tassements, réfections éventuelles etc...)

L'Entreprise est entièrement responsable de tous dégâts ou accidents et fait son affaire personnelle de tous recours éventuels, des tiers ou des Services

Publics.

Néanmoins, avant tout commencement des travaux, chaque entrepreneur pourra faire établir tous les états des lieux avec constats d'huissiers, photos, relevés, etc. utiles à définir sa responsabilité vis à vis des tiers privés et publics. Le cas échéant copie de ces constats sont communiqués au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage.

2.2 8

Implantations - Repères - Niveaux

L'implantation des ouvrages sur le terrain dévolu à la construction sera exécutée selon les indications des plans, où les côtes d'alignement et de niveau sont indiquées. Ces cotes sont déterminées à partir d'un point de nivellement attaché au nivellement général de la France, qui sera matérialisé par un repère implanté par l'Entrepreneur de Gros-oeuvre et sous sa responsabilité.

Ce repère sera réalisé à un emplacement et sous une forme qui lui assure une durée équivalente à la durée du chantier.

Note importante : Les traits de niveau du maçon seront toujours tracés avec la même couleur, du début à la fin du chantier. Les tracés, qui pourraient être effectués par les autres entreprises pour quelque raison que ce soit, seront obligatoirement réalisés avec une couleur différente, ceci pour éviter tout risque d'erreur. Ces prescriptions devront être impérativement respectées.

Les traits qui auront disparus, notamment après l'exécution des enduits, seront reconstitués au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages.

L'entrepreneur du lot Gros Œuvre devra également se tenir à la disposition des autres Entreprises pour leur fournir toutes les précisions et indications matérielles concernant les alignements et implantations.

L'Entrepreneur exécutera l'implantation et la matérialisation par tous piquets et chaises qui, établis en dehors de l'emprise, porteront les encoches et marques nécessaires à la détermination des contours des ouvrages.

Les piquets, chaises, repères, etc... devront être conservés et, en cas de nécessité, rétablis ou remplacés.

A partir des repères, la cote 0.00 des ouvrages devra être matérialisée sur le terrain par un trait horizontal gravé sur des témoins posés sur repères fixes et stables.

En cas de construction à divers niveaux, pour chacun d'entre eux, un trait de niveau général sera établi, à charge par l'Entreprise de gros-Oeuvre d'en assurer la conservation pendant la durée du chantier

Les implantations générales devront être contrôlées par un Géomètre

Les frais correspondants sont répartis de la manière suivante :

- pour le piquetage du terrain et les repères proprement dits : Le lot Gros Œuvre
- pour les autres implantations :
 - l'entreprise de Gros Œuvre pour les ouvrages B.A. / Renforcements de planchers
 - entreprises spécialisées (réservations pour revêtements de sols, ouvertures, cloisons, etc...) et vérifiées par ces dernières.

Afin d'éviter toute contestation ou litige en cours de chantier, il est expressément précisé que :

- le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre ne peuvent en aucun cas être tenus pour responsables de toute erreur d'implantation ou de niveau et, tous travaux de modification, surcharges ou autres qui s'avèreraient indispensables, sont à la charge des Entreprises responsables, sans préjudice des droits de recours du Maître d'Ouvrage.
- chaque entreprise est tenue d'agir en parfaite liaison avec les autres intervenants afin de déterminer avec précision les épaisseurs et réservations à prévoir et éviter ainsi tous travaux complémentaires dont la charge lui incomberait.

2.2 9

Matériel - Matériaux

Les matériaux, produits ou composants entrant dans cette réalisation devront répondre aux spécifications du CCAG, applicables aux marchés publics de travaux.

Lorsque des matériaux ou matériel ne faisant pas l'objet de normes françaises sont prescrits, ces matériaux ou matériel seront conformes aux prescriptions des CCTP.

Tout le matériel installé devra être neuf et livré sur le chantier en bon état.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer la protection et le maintien en bon état de ses matériels jusqu'à la réception des ouvrages. Il aura à sa charge tous les frais de manutention éventuellement nécessaires.

Les spécifications des marques et types de matériels ou équivalents notés en référence dans le présent dossier sont donnés à titre indicatif et ne sont en aucun cas des exigences.

Elles ont pour but de fixer les niveaux de qualité, performances, aspect esthétique, encombrement, etc.

L'entrepreneur, proposant des marques différentes dans son offre, devra s'assurer que ces dernières sont équivalentes en fonction des critères ci-dessus.

Dans le cas d'une marque différente jugée "techniquement équivalente" par l'entreprise, cette dernière devra impérativement l'indiquer dans son offre (en indiquant les références et types des matériels et matériaux proposés) et fournir une documentation détaillée correspondante au matériel proposé si la demande lui en est faite par le Maître d'œuvre au cours de la Phase ACT pour permettre le "jugement technique" du matériel proposé.

L'entreprise titulaire du présent lot devra la fourniture au Maître d'Ouvrage des Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (DFDES) des produits de constructions relatifs à son lot en référence à l'application de la norme NF P01-010.

2.2 10 Déclaration / Etiquetage environnemental des matériaux

Lors de la conception du bâtiment, la Maîtrise d'Oeuvre portera une attention particulière non seulement au choix des produits et matériaux en fonction du niveau d'information de leurs qualités intrinsèques (Fiches FDES), mais aussi à la qualité des installations de ventilation (apport d'air neuf, filtration, étanchéité des conduits, extraction).

Cette mise à jour s'appuiera sur les produits ayant fait l'objet d'une validation par tierce partie, des caractéristiques / émissions de COV et/ou formaldéhydes. Le niveau d'émission ne devra pas dépasser un seuil pour chaque logement de l'opération. Ce seuil sera défini dans le cadre du protocole existant (AFSSET, protocole européen) et des seuils définis par l'OMS.

Il doit être précisé, dans les pièces écrites du dossier « Marché », que les entreprises devront respectivement être en mesure de fournir au maître d'ouvrage les informations concernant les performances environnementales et sanitaires des produits de construction se rapportant à la structure, à l'enveloppe, au cloisonnement et aux revêtements intérieurs, relatifs à leur lot en référence à l'application de la norme NF P01-010.

A défaut, quand elles n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations, concernant leurs performances environnementales et limitées aux seuls impacts sanitaires, doivent au moins être connues des entreprises. De plus, elles doivent être disponibles sous une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF P01-010. L'évaluation des risques sanitaires concerne actuellement :

- la contribution à la qualité sanitaire des espaces intérieurs ;
- la contribution à la qualité sanitaire de l'eau.

Ces informations pourront être, le cas échéant, comparées au niveau de performance (quantitatif et qualitatif) fixé par le maître d'ouvrage, en la matière.

On entend par « produits recyclés » des produits de construction dont certains composants, utilisés dans leur fabrication, sont issus d'une filière de recyclage à partir de matière récupérée au sens de la norme NF P01-010.

Les entreprises devront fournir des Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits de construction se rapportant à la structure, à l'enveloppe, au cloisonnement et aux revêtements intérieurs, relatifs à leur lot en référence à l'application de la norme NF P01-010 et les Profils Environnementaux de Produits (PEP) conformes à la norme ISO 14025 pour les équipements électriques :

- 10 produits disposant d'une FDES et idéalement au moins un produit dans chacune des familles de la base INIES, devront être sélectionnés par le maître d'ouvrage :

- Voirie / Réseaux Divers
- Structure / Maçonnerie / Gros Oeuvre / Charpente
- Façades
- Couverture / Etanchéité
- Menuiseries Intérieures et Extérieures / Fermetures
- Isolation
- Cloisonnement / Plafonds Suspendus
- Revêtements de sols et murs / Peinture / Produits de décoration
- Produits de préparation et de mise en oeuvre
- Equipements Sanitaires et salle d'eau

- au moins deux équipements du génie électrique ou deux équipements du génie climatique, disposant d'une PEP (Profil Environnemental de Produit) Eco passeport devront être sélectionnés par le Maître d'ouvrage.

Les produits de construction et de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis matériaux, seront étiquetés B au minimum, au sens de l'arrêté du 19 avril 2011.

Les produits de construction et de décoration sont soumis à l'arrêté du 30 avril 2009 et son complément du 28 mai 2009, relatif aux limites réglementaires d'émissions des substances classées CMR 1 / CMR 2 / CMR 3.

2.2 11 Sécurité incendie

L'ensemble des matériaux et produits industrialisés employés devra être conforme à la réglementation.

L'entrepreneur devra fournir les PV de résistance au feu des matériaux utilisés ainsi que leur destination avant leur mise en oeuvre.

2.2 12 Sections, Puissances, Epaisseurs

Les sections, diamètres, puissances, débits, épaisseurs, etc. indiqués sur les plans ou dans le cours des descriptions ont valeur indicative et minimale, étant seulement destinés à rendre l'exposé de l'opération plus clair et à aider l'entrepreneur lors de son étude.

Il devra donc systématiquement et sans supplément de prix, soit pour satisfaire aux réglementations, soit pour la bonne tenue des ouvrages ou le bon fonctionnement des installations ou encore pour satisfaire aux essais, les vérifier et les rectifier si nécessaire.

2.2 13 Etudes techniques

Les études d'Ingénieries techniques ont été réalisées par :

COLIBRIS VRD (BET VRD)

34, avenue Ribot - 19 100 BRIVE LA GAILLARDE

Tél. 05 55 24 39 65 - Email. bureau@colibrisvrd.fr

SIGMA INGENIERIE (BET Structure)

6, rue Chanoine Antoine Broquin - 19 100 BRIVE LA GAILLARDE

Tél. 05 55 88 37 29 - Email. ablanchin@sigma-ing.com

BET ARGETEC (BET Thermique - Fluides - Électricité)
544, boulevard des Saveurs - Cré@vallée Nord - 24660 COULOUNIEUX CHAMIER
Tél. 05 53 08 41 40- Email. accueil@argetec.fr

La mission confiée à la maîtrise d'œuvre est une mission de type " Mission de Base ", étendue aux études d'exécution, conforme au décret N° 93-1268 du 29 Novembre 1993, comprenant les études & les quantitatifs détaillés.

Les plans d'Exécutions Béton Armé (EXE BA) seront réalisés par le Bureau d'Etudes Techniques SIGMA INGENIERIE. Cette prestation est incluse dans son contrat de Maîtrise d'Œuvre vis-à-vis du Maître d'Ouvrage. Cette mission comprend les plans de coffrages structures sur les différents niveaux et coupe de détails : cotations, dimensionnements, implantation des trémies, report des réservations définies par les entreprises concernées et visées par la Cellule de Synthèse.

Les éventuels plans d'atelier spécifiques au présent lot (murs coffrage intégré, ...) **sont à la charge de l'entreprise de GROS OEUVRE, ceux ci seront à inclure dans son offre.**

Pour ce qui du lot Métallerie, les plans d'atelier sont à la charge de l'entreprise titulaire.

De plus, si l'entreprise titulaire du présent lot souhaite lancer une étude de préfabrication de certains éléments béton armé tels que voiles béton, poutres, longrines, planchers, cette étude est entièrement à sa charge.

Pour ce qui est des lots Fluides & Electricité, les plans EXE Chauffage - Ventilation - Climatisation, Plomberie Sanitaire, Electricité, **seront réalisés par le Bureau d'Etudes Techniques ARGETEC.** Cette prestation est incluse dans son contrat de Maîtrise d'Œuvre vis-à-vis du Maître d'Ouvrage. Cette mission comprend

- pour les fluides : les plans d'implantation des terminaux, les vues en plan établies sur fonds de plans architecturaux comprenant le tracé des réseaux et gaines (bifilaires), indication des diamètres, débits, sections et niveaux principaux, le positionnement des principaux accessoires (robinetterie, dispositifs de réglage, clapets, pièges à sons, purges, etc...), les coupes et détails nécessaires, le détail des sanitaires
- pour l'électricité / SSI: les schéma des tableaux généraux et divisionnaires avec définition des différents départs, puissances et protections, les vues en plans établies sur fonds de plans architecturaux (1/50) avec implantation des tableaux d'étage, tracés des chemins de câbles, positionnement des différents appareillages (luminaires, prises de courant, interrupteurs, etc...).

Compte tenu de cette mission d'études, l'entreprise titulaire de chaque lot aura à sa charge :

- plans d'adaptations de chantier
- plans de réservations des ouvrages
- plans d'ateliers
- plans de récolements établis par un géomètre agréé dans certains lots (terrassements généraux, VRD, ...)
- plans de récolements des ouvrages réalisés
- plans de synthèses
- plans de fabrications

Les entrepreneurs devront fournir tous les plans de chantiers et détails nécessaires à la bonne marche des travaux.

Ces plans et détails d'exécution, ainsi que toutes notes de calculs et notes explicatives, seront soumis en deux exemplaires à l'examen du Maître d'oeuvre et du contrôleur technique :

- au plus tard 10 jours après la date de notification du marché pour les plans comportant indication des réservations à prévoir dans le gros oeuvre ;
- 15 jours avant l'exécution des travaux correspondants pour les autres plans.

Si l'entrepreneur omet de soumettre au Maître d'oeuvre les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais.

Il sera également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'étude nécessités par leur mise au point.

Toutes les dimensions devront être vérifiées sur place par les entrepreneurs et les différences constatées avec celles indiquées aux dessins seront soumises à l'appréciation du Maître d'oeuvre avant tout commencement d'exécution.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'il y a à fournir obligatoirement les schémas d'installation de toutes les canalisations et réseaux apparents ou cachés.

Ces documents devront être produits lors de la réception sur plan papier et calque spécifique "DWG". Aucun règlement définitif des travaux ne pourra être effectué si ces pièces ne sont pas produites.

L'ensemble de ces documents seront envoyés à l'équipe de Maîtrise d'Ouvre (Archi + BET correspondant) et au Bureau de Contrôle, pour VISA et Accord
Aucune mise à exécution ne peut être engagée sans obtention préalable des visas et accords ci dessus.

Tous les travaux, tant par leur exécution, que pour la qualité des matériaux employés, devront satisfaire :

- aux spécifications des Cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B) et des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) en vigueur à la date de passation du marché.
- aux indications du Répertoire des Eléments et Ensembles Fabriqués du Bâtiment (R.E.E.F.) en vigueur à la date de passation du marché.
- aux spécifications des Normes et Labels de qualité homologués par l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.) en vigueur à la date de passation du marché.
- aux règles de calcul en vigueur à la date de remise des soumissions.
- aux règlements sanitaires et de voirie de département et de la ville du lieu de construction.
- aux arrêtés préfectoraux et municipaux applicables aux bâtiments, aux chantiers et activités s'y rapportant.

- aux spécifications du C.C.T.P. et des notices complémentaires éventuelles.

Si l'Entrepreneur propose l'emploi de procédés non traditionnels, il est tenu :

- de fournir la preuve que le procédé est compris parmi ceux qui ont fait l'objet d'un agrément du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment,
- de prévoir sur ses plans, les mêmes dispositions que celles qui ont fait l'objet de l'agrément,
- de tenir compte, lors de la mise en oeuvre, des observations, réserves ou prescriptions auxquelles peuvent être subordonnées les réalisations autorisées par la déclaration d'agrément.

2.2 14 Bureau de Contrôle

Le Bureau de Contrôle est chargé d'une Mission des Types **L - LE - Th - ATT Th** comprenant :

- la solidité des ouvrages constitutifs ou indissociables au bâtiment, la solidité des existants,
- l'isolation thermique et économies d'énergie

L'établissement LST est classé en 5ième Catégorie, et soumis au code du travail

Les Logements sont classés en 2ième famille.

2.2 15 Etudes acoustiques

Chaque entreprise doit, pour ce qui concerne les ouvrages de son lot, respecter les exigences acoustiques réglementaires :

- niveau de bruit d'émission des équipements techniques,
- niveau d'isolation acoustique des cloisons, gaines et portes,
- niveau d'isolation acoustique de l'enveloppe du bâtiment (murs, menuiseries extérieures, couverture, pénétrations et sorties diverses)
- la correction acoustique des locaux (respect du temps de réverbération réglementaire) devra être assurée par le plafond mis en oeuvre, en tenant compte de la nature des parois.

Chaque entreprise devra prendre en compte ces exigences règlementaires pour l'établissement de ses plans d'exécution et le choix des matériels, matériaux, produits et systèmes, et obtenir la validation du Contrôleur Technique.

2.2 16 Performance Énergétique

Atteindre l'efficacité énergétique au niveau BBC rénovation, avec des travaux de rénovation permettant une réduction de la consommation d'énergie finale d'au moins 40% par rapport à une année de référence postérieure ou égale à 2010.

2.2 17 Bruits de chantier

Toute Entreprise devra répondre obligatoirement aux textes suivants et en général à toute réglementation en vigueur à la date des travaux liée aux nuisances sonores:

- arrêté du 18 mars 2002, relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
- décret n°95-79 du 23 janvier 1995, fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n°92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relativement aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.
- arrêté du 12 mai 1997, fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.
- arrêté du 12 mai 1997, relatif à la limitation des émissions sonores des moto-compresseurs.
- arrêté du 12 mai 1997, relatif à la limitation des émissions sonores des piqueurs et des brises-béton.
- arrêté du 12 mai 1997, relatif à la limitation des émissions sonores des groupes électrogènes de soudage.
- arrêté du 12 mai 1997, relatif à la limitation des émissions sonores des groupes électrogènes de puissance.
- arrêté du 12 mai 1997, relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses-pelleteuses.

Chaque entreprise devra être à même de remettre à la maîtrise d'oeuvre les procès-verbaux acoustiques des machines qu'elles utilisent.

Tout matériel utilisé sur le chantier ne devra pas émettre un niveau sonore supérieur à un matériel neuf ou équivalent.

Chaque entreprise devra utiliser des machines homologuées en rapport avec l'arrêté du 18 mars 2002 relatifs aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments si la mise en service du matériel est postérieure à la date de l'arrêté sinon avec la loi 91-1444 du 31 décembre 1992 relatif à la lutte contre le bruit, qui prévoit dans son article 2 que tous les objets susceptibles de provoquer des nuisances sonores élevées doivent être insonorisés et homologués. Le décret d'application 95-79 du 23 Janvier 1995, concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation, renvoie à des arrêtés le soin de fixer, par catégorie de matériel, les niveaux limites admissibles et la mesure correspondante

2.2 18 Intervention en site occupé

L'entreprise portera une attention particulière sur le fait que les niveaux et locaux attenant aux travaux faisant l'objet du présent marché sont occupés et qu'il y aura lieu de prendre toutes dispositions afin que l'occupation et le fonctionnement normal des logements et des établissements ne soient pas troublés, ainsi que dans la périphérie extérieure avoisinante.

Pour ce faire, il faudra :

- prévoir des interventions dans des plages horaires spécifiques
- maintenir les accès de sécurité libres et protégés par tous moyens appropriée
- protéger efficacement tout passage ou issue vers les lieux occupés afin d'éviter la propagation des poussières, protéger l'ensemble des mobiliers et équipements des locaux
- nettoyer et protéger journallement et après chaque intervention les parties communes et les surfaces accessibles au public aux pensionnaires et au personnel

- respecter toutes les demandes formulées par le Coordinateur de Sécurité
- réaliser les réseaux provisoires permettant le bon fonctionnement des zones restant en service
- réaliser l'aération des zones de travaux confinées et borgnes

La protection et le maintien de l'ensemble de ces dispositions sont à la charge des entreprises ou celles désignées par le SPS. Les entreprises ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque manque d'informations

Plan d'organisation de chantier et calendrier d'exécution élaboré par le Responsable de la Mission OPC (COPILOT)

Les entreprises des lots Terrassements Généraux, Gros Œuvre (& Fondations profondes) devra posséder la qualification AIPR (Autorisation d'Interventions à Proximité des Réseaux). De par la présence de certaines fouilles à proximité des balcons, des réseaux électriques semblent proches des ouvrages de fondations à réaliser. La détection a été faite et le plan de récolement, bien que catégorie A, n'est d'une précision de +/- 40cm. Ce réseau appartient à Enedis et ne peut être dévié que par lui-même. Il sera nécessaire de faire détecter et tracer le réseau par Enedis avant terrassement.

2.2 19 Plan particulier de sécurité et protection de la santé

Seront applicables à l'exécution des présents marchés les lois, autres décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à la loi du 31/12/1993 n° 93 - 1418 et au décret 94 - 1159 du 26/12/1994 en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les prescriptions du plan général de coordination et de protection de la santé seront prises en compte et respectées.

La mission SPS est de niveau 2, phase Conception et Réalisation

En application du décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 portant intégration de la sécurité et organisation en matière de sécurité et protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de Génie civil, l'entreprise sera chargée d'établir son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) de son lot et d'en diffuser les documents au Coordonnateur de Sécurité désigné par le Maître d'Ouvrage.

Pour ce faire, le Coordonnateur de Sécurité établira le Plan Général de Coordination (P.G.C.) annexé à la présente consultation.

Chaque entreprise titulaire d'un ou plusieurs lots du présent marché établira et fournira son propre plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) au coordonnateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage, et ce pour chaque tranche de travaux, dans les délais maximum suivant :

- Pour les entreprises des lots Clos Couvert : Au plus tard 30 jours calendaires avant la date de démarrage des travaux de son corps d'état, prescrite par l'ordre de service.
- Pour les autres corps d'état : Au plus tard 15 jours calendaires avant la date de démarrage des travaux de son corps d'état, prescrite par l'ordre de service.
- Pour les sous-traitants ayant fait l'objet de la procédure de désignation et dûment acceptés par le Maître d'Ouvrage, les mêmes délais que ceux énoncés ci-dessus sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur mandataire restant seul responsable du suivi de cette procédure.

En cette période d'épidémie du coronavirus, la priorité des entreprises du BTP est d'adopter des mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs et de les inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et à celle de leur entourage. Ces mesures urgentes et spécifiques sont à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du BTP, en complément de toute mesure sanitaire édictée par les pouvoirs publics. Leur application est une condition incontournable des activités du BTP. Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires.

De fait, l'entreprise prendre en considération le Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction-Covid-19 intégrant les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique du 24 avril 2020

2.2 20 Déclaration d'intention d'ouverture de chantier

Les entreprises sont tenues d'établir les formulaires type d'ouverture de chantier et les diffuser auprès des services et concessionnaires publics (Assainissement, Télécom, Enedis, GRDF, Eaux, Ville, etc.)

Les déclarations seront établies sur le modèle de formulaire type établi par l'Administration concernée et conforme à la circulaire en vigueur et fournira les notifications du marché à l'entreprise retenue.

2.2 21 Observations sur la rédaction des pièces écrites

Le présent Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) forment un tout qui, avec les plans et documents joints au dossier d'appel d'offres et de marché, se complètent réciproquement.

Les plans et le CCTP définissent un ouvrage et ses performances.

Après signature du marché, l'entrepreneur ne pourra faire état d'une quelconque discordance, d'une imprécision, ou de l'absence d'un ou plusieurs documents annexés au dossier Marché et énumérés au présent CCTC.

Toutes discordances éventuelles existant entre les différentes pièces constituant le dossier Marché devront être signalées au plus tard 8 jours calendaires avant la signature du Marché et confirmées par une note annexe, signalant les éventuelles contradictions, jointe à la soumission de l'entreprise.

Tous les détails de construction complètement décrits ou non, font partie intégrante du prix global, pour réaliser une construction saine et robuste, conforme aux normes - règlements - décrets et arrêtés - documents et avis techniques en vigueur - Observations du Bureau de Contrôle.

S'il subsistait, après la signature de son Marché, quelques omissions ou erreurs dans les CCTC et CCTP, l'entrepreneur sera tenu de les réparer et d'exécuter sans supplément de prix, les travaux indispensables à la terminaison des bâtiments, par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'oeuvre.

Les côtes, les dimensions, les sections, les quantités, les références sont données à titre indicatif dans les pièces et documents du dossier Marché. Elles doivent être vérifiées par l'entrepreneur et précisées dans les documents, plans et calepins d'exécution établis par l'entreprise pendant la période de préparation.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient éventuellement soulever certaines dispositions des plans et documents du dossier Marché, seraient exécutées conformément aux décisions du Maître d'Oeuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global des marchés. Ces décisions seront confirmées par des avenants techniques.

Quel que soit le dimensionnement final résultant des matériaux et procédés mis en oeuvre, les cotations intérieures des pièces doivent être impérativement respectées.

Chaque entreprise doit prendre connaissance de l'intégralité des pièces constitutives du dossier et ne pourra en aucun cas invoquer une quelconque méconnaissance des prestations des autres lots et par conséquent des limites de prestations en résultant.

2.2 22 Dossier "Documents Ouvrages Exécutés"

A la fin des travaux, l'entrepreneur devra remettre un dossier technique complet comprenant un exemplaire de l'ensemble des plans d'exécution mis à jour et un dossier sur support informatique (avec plans format DWG Version 2017 et PDF associés). Ces plans retranscriront fidèlement les ouvrages tels qu'ils ont été exécutés (plans des ouvrages exécutés) avec repérage des matériaux mis en oeuvre. Néanmoins, chaque entreprise devra constituer son dossier DOE au fur et à mesure du chantier compte tenu de son importance et de sa durée. Chaque phase fera l'objet d'un sous dossier spécifique.

Fournir Attestation de conformité à toutes les règles d'exécution en vigueur

2.3 ECHANTILLONS / PROTOTYPES

2.3 1 Mise en oeuvre des matériaux

Tous les matériels et matériaux utilisés par l'Entreprise doivent impérativement être neufs, de premier choix et qualité et leur mise en oeuvre en tous points conforme aux Règles de l'Art.

Toutes modifications de Normes, réglementation ou recommandation propre à ses ouvrages doivent être signalées par lui sans délai.

Le respect des Normes, Réglementations ou autres ne déchargent en aucun cas l'entreprise de ses responsabilités, quant au dimensionnement de ses ouvrages et leur résistance en égard aux performances exigées.

2.3 2 Echantillons

Pendant la période de préparation, l'entreprise devra soumettre à l'approbation de la Maîtrise d'oeuvre, les références et types des matériels qu'elle envisage d'installer et présenter tous les échantillons qui lui seront demandés.

Le maître d'oeuvre ou de chantier fixera les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément. La taille et le nombre des échantillons seront définis par le Maître d'oeuvre

Tous les échantillons, modèles, maquettes demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des plans, devront être soumis à l'agrément de l'Architecte et du Maître de l'Ouvrage avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Toutes les commandes passées doivent faire référence aux échantillons choisis par le Maître d'Oeuvre.

Le CCTP prévoit pour certains matériels un échantillon de référence et autorise la fourniture de matériels qualifiés d'équivalents. Il est spécifié que l'appréciation de l'équivalence des matériels présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient à l'Architecte et au Maître de l'Ouvrage, et qu'en cas de divergence de vues avec l'entrepreneur, en ce qui concerne cette équivalence, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence.

Les échantillons acceptés par l'Architecte et le Maître de l'Ouvrage seront groupés par panoplies et exposés dans un local spécialement affecté ; ils serviront de point de comparaison avec la fourniture sur le chantier

Si au troisième rappel formulé par le Maître d'Oeuvre lors du compte rendu de Chantier, l'entreprise n'a pas fourni les fiches techniques et échantillons

au Maître d'Oeuvre, alors ce dernier procédera au libre choix des produits souhaités, sans tenir compte des quelconques plus values, ces derniers feront partie du prix marché.

2.3 3 Prototypes

Les entreprises devront réaliser des « prototypes » pour tous les ouvrages particuliers qui seront définis par le maître d'œuvre en phase de préparation de chantier.

Ces éléments prototypes pourront concerner les ouvrages tels que :

- éléments menuisés particuliers, enduits sur ITE, garde-corps, etc.

2.4 ESSAIS & CONTROLES

L'entrepreneur ne devra en aucun cas commencer ses travaux tant que les plans d'ateliers, notes de calculs, et autres documents s'y rapportant n'aient été dûment visés et paraphés par le Maître d'Oeuvre et approuvés par le Bureau de Contrôle.

Les entreprises devront se conformer obligatoirement et sans délai mettre ses documents et notes de calculs en conformité avec les observations et modifications de l'organisme de contrôle et du Maître d'Oeuvre dans le cas où les ouvrages se révélaient non conformes aux règles de construction, normes en vigueur, plans et pièces écrites et ce, dans le cadre de leur marché.

Tous les travaux seront exécutés sous le contrôle de l'organisme de contrôle.

Toutes les remarques portées aux comptes-rendus de chantier et les fiches de contrôle émanant du Bureau de Contrôle en cours de chantier, diffusés aux entreprises, devront être immédiatement prises en compte par les entreprises qui notifieront par écrit au Bureau de Contrôle et au Maître d'Oeuvre les explications ou actions rectificatives faites suite aux observations formulées par la Maîtrise d'Oeuvre ou le Bureau de Contrôle.

Les essais et contrôles, tant sur matériaux et fournitures, que sur les ouvrages en place, seront conduits suivant les prescriptions ci-après.

2.4 1 Essais relatifs à la stabilité et au fonctionnement

Essais relatifs à la stabilité et au fonctionnement

Les contrôles et vérifications nécessaires s'effectueront comme suit :

• Solidité des ouvrages :

Les entreprises sont tenues de satisfaire, sans supplément de prix, à toute demande du Maître d'oeuvre.

• Vérification de fonctionnement :

Les entreprises doivent présenter dans leurs offres, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques et de l'autocontrôle des travaux exécutés,
- Les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis,
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés,
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et / ou bons de livraisons, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises).

Chaque entrepreneur sera tenu de faire procéder à ses frais aux contrôles techniques des ouvrages du type A COPREC (n° 1 Décembre 82) et COPREC n° 2.

Il devra également supporter les frais et faire exécuter tous les essais ou analyses demandées ou prévues en cours de chantier. Il ne pourra se prévaloir de l'ignorance des essais spécifiés au niveau de chaque spécialité. Il sera tenu, dans le cadre de son marché, de respecter les conclusions élaborées par le Maître d'Oeuvre, le Bureau de Contrôle ou le Maître d'Ouvrage. L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur le respect des performances

techniques imposées par le CCTC et CCTP à la date de la signature du marché.

• Essais divers :

Des essais permettant de vérifier la conformité des ouvrages aux prescriptions et aux exigences spécifiques des documents du Marché. Les essais devront être effectués à charge de l'entrepreneur, en fin de travaux, avant la réception, celle-ci n'étant prononcée que sur présentation d'un procès-verbal établi par le bureau de Contrôle et attestant le respect des engagements techniques acoustiques et thermiques, tels qu'ils sont prescrits aux documents du marché.

Il est rappelé ici que l'obtention de ces performances constitue une obligation contractuelle nécessitant une coordination rigoureuse des études et de la mise en oeuvre impliquant pour l'ensemble des entreprises une parfaite connaissance du projet. Cette obligation de résultat, si elle touche essentiellement les entreprises responsables des ouvrages visés par ces performances, concerne également celles qui mettent en oeuvre des éléments de matériels s'incorporant à ces ouvrages.

Les essais sont confiés au Bureau de Contrôle qui a fait l'examen préalable du dossier. L'échantillonnage des locaux à tester et des mesures à effectuer sont désignés par l'organisme de Contrôle, afin de lui permettre d'attester du respect des performances contractuelles définies dans les pièces de Marché et le rapport d'analyse d'avant-projet de l'organisme de Contrôle. Le coût des essais est à la charge des entreprises dans le cas où ceux-ci révèlent une non-conformité aux prescriptions.

Si les résultats des essais ou contrôle font apparaître des performances techniques insuffisantes, l'entrepreneur exécutera tous les travaux confortatifs ou modificatifs nécessaires sans modification de son prix de marché, à ses frais exclusifs et au remboursement éventuel du préjudice financier subi par le Maître d'Ouvrage.

2.4 2 Contrôle relatif à la sécurité

Ces contrôles et essais seront exécutés au frais des entreprises.

Les entreprises sont tenues, sans supplément de prix :

- de fournir tous documents nécessaires aux fins de vérification des dispositions constructives,
- de fournir tous procès-verbaux de classification au point de vue de la réaction ou de la résistance au feu, établis par les laboratoires agréés, des matériaux utilisés. Ces P.V. sont remis en même temps que les échantillons des matériaux et avant tout début d'exécution ou de mise en oeuvre.
- de satisfaire aux contrôles qu'exécute le Contrôleur technique dans le cadre de sa mission et qui est imposé aux lots techniques (Électricité, Chauffage, Plomberie, Ventilation, Gaz)

Sont rappelées en particulier les vérifications concernant :

- les installations électriques (tous lots), en fonction des normes en vigueur.

Les résultats des essais et contrôles feront l'objet de rapports détaillés rédigés par les représentants de l'entrepreneur.

2.5 ORGANISATION GENERALE, HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER

Chaque entreprise doit réaliser dans le cadre de son marché de travaux, toutes les prestations relatives à l'organisation générale du chantier, l'hygiène et la sécurité, telles qu'elles sont définies par la réglementation générale, par le CCAG, par les spécifications particulières du CCAP, du PGCSPPS et des documents particuliers du marché.

2.5 1 Visite des lieux

Une visite sur place est fortement recommandée de manière à prendre connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords du bâtiment ; à apprécier exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être totalement rendu compte de leur importance et de leur particularité. **Il s'agit d'un site sécurisé sous contrôle d'accès et un site occupé (activités et familles). L'accès se fait suite à un accord sur présentation de la CNI.**

L'Entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la remise des offres ou à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux et terrains d'implantation des ouvrages, des routes et voies d'accès, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux d'extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc.), conditions climatiques, conditions acoustiques, en relation directe ou indirecte avec les travaux, pour présenter des demandes de suppléments ou de plus-values sur le prix global et forfaitaire convenu et arrêté.

De plus, il est censé avoir effectué sa propre identification de tous les déchets et l'évaluation des quantités en jeu pour remettre son offre. Pour les ouvrages non visibles, il lui appartiendra d'évaluer les risques et de les inclure dans son offre.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, avoir, une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser

Par ailleurs, toute limite de prestation ou de fourniture imprécise doit faire l'objet de questions de la part de l'Entreprise lors de son chiffrage afin qu'aucun litige ultérieur ne puisse intervenir lors de la réalisation de la mission.

L'entrepreneur devra s'assurer de l'état des bâtiments existants, il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux tels qu'ils sont, pour réclamer une indemnité ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires

2.5 2 Phasage des interventions et planning travaux

Fonctionnement de la Caserne pendant les travaux : Les travaux prévus se dérouleront sur un site sécurisé sous contrôle d'accès et un site occupé (activités et familles), l'ensemble des dispositions techniques et opérationnelles devront être prises afin d'assurer la sécurité et le minimum de gênes pour les occupants. Le fonctionnement sera préservé au maximum des possibilités, les espaces libérés pour les entreprises seront limités aux besoins exacts. **L'accès se fait suite à un accord sur présentation de la CNI.**

Les entreprises devront prendre en compte et appliquer l'ensemble des directives du coordonnateur SPS en matière de sécurité de chantier, coordination entre les corps d'états, travaux en site occupé, de la conception jusqu'à l'exécution, ainsi que des directives en terme de sécurité et d'accessibilité communiqués par le responsable de la Caserne de Gendarmerie. Toute personne ne répondant pas à ces exigences sera exclu définitivement du chantier et l'entreprise sera pénalisée en fonction du degré d'infraction commis.

Le chantier devra se dérouler dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité. Les entreprises devront par conséquent prévoir toutes les dispositions nécessaires pour limiter les risques vis-à-vis des personnes (résidents, visiteurs, personnel, personnel de chantier.)

Les logements de la gendarmerie restant occupés pendant les travaux, il sera nécessaire de prévoir une organisation et un phasage soignés des interventions des entreprises. Le maître d'ouvrage insiste sur la nécessité de laisser les logements propres après chaque intervention. Les entreprises devront prévoir toutes les protections nécessaires durant leurs travaux (protection des revêtements, des mobiliers...). La communication est un élément important pour la réussite d'une opération en site occupé : le maître d'oeuvre et les entreprises devront informer les occupants de la consistance des travaux et des gênes occasionnées.

Pendant le chantier, les entreprises devront être en mesure de libérer chaque appartement tous les soirs, de façon à ce que les occupants puissent venir y passer la nuit.

Les travaux en façade n'auront que très peu de gênes pour les occupants. Les pieds de bâtiments seront clôturés pour sécuriser l'intervention. Pour les travaux de VMC, d'intervention sur les loggias, de modification des salles de bains, de reprise des colonnes EU/EV, un planning sera élaboré avec les occupants. Pour les interventions sur les circuits de chauffage, celles-ci seront prévues hors période de chauffe, mais dans tous les cas, si des coupures de chauffage devaient être faites, elles se feront par colonne, ce qui permettra de conserver une zone chauffée pour chaque logement lors des travaux. Pour les travaux en tranchées, ceux-ci se dérouleront au même titre que des travaux de voirie classiques en ménageant suivant l'avancement le passage des usagers.

Le planning joint au présent dossier de consultation est fourni à titre indicatif et sera recalé en début d'opération en fonction :

- de la date de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux,
- de la date de l'ordre de service de démarrage des travaux,

Les entreprises devront intégrer dans leur prix global et forfaitaire les incidences de ces adaptations de planning ainsi que les décalages à prévoir entre chaque phase.

Le délai de réalisation prévisionnel des travaux est indiqué dans le document "Planning prévisionnel des travaux" du Dossier de Consultation.

Ordonnancement général

Le planning prévoit de traiter le chantier par ensembles de bloc de bâtiments

Dans chaque configuration, l'échafaudage sera monté sur les quatre façades concernées ainsi les travaux de couverture pourront être traités sur les 2 pans de toitures et protégés par la protection collective constituée par l'échafaudage commun.

Afin d'éviter les superpositions de taches, les travaux de couverture et de façades seront organisés de façon à ne pas travailler sur le pan de couverture dont l'égout donne sur la façade en cours de traitement.

La pose des panneaux solaires est sortie du cadre du chantier : cette configuration implique que cette prestation ne pourra bénéficier des protections collectives prévues.

Travaux en site occupé

Afin de réduire les nuisances sonores, il pourra être écrit dans les pièces marché la contrainte d'une plage horaire pour la réalisation des percements pour la fixation de l'ITE 09h-12h/14h-17h.

L'échafaudage devra intégrer les contraintes d'évacuation du site (sorties protégées façon tunnel).

2.5 3

Obligations des entreprises d'organisation

Les dispositions et spécifications relatives à l'organisation générale de chantier sont précisées dans le PLAN GENERAL DE COORDINATION, établi par le Coordonnateur S.P.S.

Il convient de se reporter également aux précisions ci-après.

La présente note a pour objet des définitions qualitatives et quantitatives, des dispositions particulières envisagées pour l'organisation du chantier, en vue d'assurer les meilleures conditions d'exécution des travaux tout en respectant les délais imposés. Ce document ne se substitue pas au P.G.C. S.P.S., mais le complète.

Chaque entreprise prend parfaite connaissance du présent document. Elle en retire les éléments nécessaires à la rédaction de sa proposition et s'y conformera durant les travaux.

Les dispositions envisagées ci-après, constituent la solution de base permettant de réaliser les travaux dans les délais impartis. Le Maître d'Oeuvre a pouvoir d'apprécier si ces dispositions sont de nature à favoriser le respect des objectifs, c'est-à-dire l'intérêt général et les délais.

Les dispositions définitives, que ce soit celles décrites dans le présent document ou celles proposées par l'entreprise et acceptées par le Maître d'œuvre, font partie du marché et deviennent contractuelles par le seul fait de leur signature.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront réalisés en site occupé et que le fonctionnement du site est maintenu pendant cette durée de travaux. Il conviendra donc aux entreprises de mettre en œuvre toutes les démarches et actions nécessaires afin de limiter au maximum les nuisances pour les utilisateurs et habitants (sonores, sensibles, de cheminement et d'approvisionnement, etc.) et plus particulièrement entre chaque zone contiguë aux zones de travaux. A ce titre, il est rappelé ici que le planning travaux qui définit les zones et périodes d'intervention sera impérativement approuvé et respecté et ce pour chaque recalage.

Les travaux se déroulant par phasages, il est rappelé que les entreprises devront intégrer les périodes de transition entre ces phases pour la mise en place des installations provisoires et les échafaudages relatives à ces phases de travaux.

Au titre du compte prorata, Il sera prévu des panneaux d'informations qui seront mis en place sur les coursives extérieures au fur et à mesure de l'avancement des travaux à destination des utilisateurs. Sur ces panneaux seront mentionnées toutes les informations nécessaires et utiles aux personnels de la caserne et habitants associés afin de les tenir au courant des différentes étapes du projet. Ce document précisera les dates de démarrage de chaque phase et leur durées ainsi que la nature des travaux qui seront réalisés.

Il sera fait mention sur ce panneau du nom et du rôle du CSPS qui pourra être l'intermédiaire entre la maîtrise d'œuvre et l'établissement.

2.5 4

Chantier propre

Le présent chapitre définit et précise tous les critères déroulement du chantier dans sa tenue, prescrits pour le projet, les modalités prévues dans le cadre de la réalisation du chantier, et les mesures d'auto-contrôle des entreprises.

Les entreprises doivent également se référer en tous points au document Charte chantier propre joint au présent dossier de consultation.

Toutes les sujétions, tous les matériaux et matériels nécessaires au respect des contraintes définies dans le document s'entendent inclus dans les prix remis par l'entrepreneur.

Toutes les entreprises répondant au marché valident le présent document. Elles sont tenues d'en prendre connaissance, même sur les lots dont elles ne sont pas titulaires.

Le Maître d'ouvrage, souhaite respecter et encourager de bonnes pratiques environnementales. A ce titre, il demande qu'une attention particulière soit portée en matière de gestion environnementale. Ainsi, il est formulé un certain nombre de prescriptions, devant s'appliquer dans le cadre des travaux. Les objectifs environnementaux poursuivis pour le chantier, au-delà des dispositions réglementaires nationales ou locales, concernent le traitement de diverses nuisances, comme la réduction du bruit, les salissures et poussières, la pollution des eaux et du sol, l'usage des engins et véhicules de chantier, la clôture et sa signalisation, la gestion des déchets comme leur réduction et toutes les dispositions particulières devant être traitées dans le cadre de l'organisation du chantier.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier propre sont de :

- limiter les risques et les nuisances causés aux élèves, enseignants et personnel de l'établissement,
- limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- limiter les risques sur la santé des ouvriers
- limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

Il sera exigé de chaque entreprise le respect des objectifs environnementaux pour ce chantier.

Ces objectifs sont traduits dans le dossier de consultation des entreprises dans le présent chapitre 2.5.3. ci dessus

Le non-respect des points évoqués dans ces chapitres peut être soumis à des pénalités définies dans le CCAP.

2.5 5

Organisation et maîtrise des impacts du chantier

Organisation environnementale de la préparation de chantier

La phase de préparation de chantier est déterminante pour répondre aux objectifs du « chantier propre » dont le but est de réduire les nuisances environnementales.

Lors de la préparation du chantier, les différentes zones du chantier sont définies et délimitées par l'entreprise titulaire du lot Démolitions Gros Œuvre, et devront être respectées par toute personne intervenant sur le chantier :

- Stationnements pour véhicules de chantier (dans la limite des places disponibles), le cas échéant, les voitures personnels se gareront à l'extérieur du site
- Cantonnements,
- Aires de livraison et stockage des approvisionnements,
- Aires de fabrication ou livraison du béton,
- Aires de tri et stockage des déchets,
- Aire de demi-tour pour les camions (si le terrain le permet).

Toutes les entreprises devront :

- Participer à la réalisation du plan général d'organisation du chantier et à l'emplacement des bennes de tri des déchets,
- Réaliser le planning des tâches bruyantes et le remettre au Maître d'Ouvrage avant le début des travaux,
- Planifier les approvisionnements,
- Gérer les flux entrants et sortants de leurs véhicules en respectant la sécurité des utilisateurs de l'établissement et des riverains et la propreté des voies publiques,
- Gérer les déchets :
 - Identifier les filiales économiquement viables de traitement des déchets,
 - fournir les tickets de pesée des destinataires (centre de recyclage, valorisation, CET, etc.),
 - Tenir un registre des déchets de chantier précisant la nature, volume et tonnage, date de transport, destruction, valorisation et coût,
 - Présenter les justificatifs de valorisation,
 - Établir les bilans intermédiaires faisant paraître les écarts éventuels vis-à-vis des quantitatifs prévisionnels.

Sensibilisation

Un panneau d'information stipulant la démarche chantier propre ainsi que les règles environnementales en découlant sera affiché dans les locaux mis à dispositions par le Maître d'Ouvrage, par l'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre. Il présente le projet ainsi que les démarches environnementales et de sécurité du chantier.

- Panneau format A1
- Logotypes compréhensibles par tous expliquant la démarche chantier propre appliquée à ce projet
- Logotypes compréhensibles par tous expliquant la démarche d'économie des consommations d'eau et d'électricité
- Logotypes compréhensibles par tous expliquant le tri des déchets

La sensibilisation associée à la mise en œuvre d'actions de réduction des nuisances en conditionne largement l'efficacité. Chaque entreprise précisera ainsi ses modes opératoires pour assurer la sensibilisation et la formation de l'ensemble de son personnel. Tous les intervenants arrivants en cours de chantier devront également recevoir cette sensibilisation.

2.5 6

Maîtrise des impacts environnementaux du chantier

Nettoyage de chantier

Chacune des entreprises sera responsable de ses propres engins. Elle effectuera tous les nettoyages nécessaires avant de rentrer dans le domaine public afin de ne pas salir les chaussées.

En cas de salissure, un nettoyage des voies sera effectuée par le lot Gros Œuvre dans les 24h, à la charge de l'entreprise défaillante.

Pollution des sols, des eaux et de l'air

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions y figurant devront être respectées.

Une copie de chaque fiche sera conservée dans un classeur spécifique sur le chantier.

Produits dangereux

Étiquetage des produits : veiller à l'étiquetage adéquat des produits dangereux.

En cas de risque de rejet de substances dangereuses, prévoir des zones de stockage faisant l'objet d'une signalétique spécifique, ainsi que les dispositions permettant une isolation du sol et une récupération des éventuels rejets.

Produits moins polluants

L'utilisation d'une huile à base végétale avec une partie non volatile biodégradable à plus de 95% en 21 jours sera systématiquement privilégiée.

Elle sera accompagnée d'une politique de réduction des consommations des quantités d'huile de 0,14 l/m² à 0,04 l/m² par :

- Une information rappelant les règles et les méthodes réalisées
- L'entretien des pulvérisateurs et la mise à disposition de tuyaux et de buses de rechange

L'huile en excédent sera collectée par l'installation de fûts sur un chevalet-support pour le remplissage des pulvérisateurs.

Ce système sera mis en place dans un bac de rétention à l'abri des intempéries.

Ce bac est régulièrement vidé dans un fût et l'huile collectée est orientée vers un récupérateur agréé.

Brûlage de matériaux : Le brûlage de matériaux est interdit sauf dans des cas réglementaires ou sanitaires bien spécifiques (par exemple, bois contaminés par des insectes xylophages : termites, ...).

Bennes à béton : Utilisation d'un bac de décantation pour la récupération des eaux de lavage, avant leur recyclage et élimination des dépôts de béton dans les bennes à gravats inertes.

Matériaux d'apports : Les matériaux d'apports éventuels pour remblaiement seront exempts de tout élément polluant. Une fiche technique accompagnera les livraisons, avec des analyses des matériaux de chaque site d'emprunt.

Outillage : Utilisation d'outillages munis de filtre à poussière quand ils existent.

Autres nuisances

La clôture de chantier en panneaux grillagés galvanisés sera mise en place maintenue et gérée par l'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre, et ce, pour toute la durée du chantier, fonction des différentes phases.

Gestion des consommations sur le chantier

Électricité : L'utilisation des systèmes électrique doit être réduite au strict nécessaire dans une démarche de sobriété énergétique ; une sensibilisation des personnels doit être effectuée régulièrement par les entreprises. La lumière et le chauffage doivent être arrêtés en cas d'inoccupation des cabanes de chantier.

Eau : L'utilisation responsable de l'eau et sa gestion au quotidien est primordiale ; sur le chantier cette économie doit principalement se faire au niveau du gros œuvre (recherche de fuites, recyclage de l'eau de lavage,...). Tous les robinets d'eau doivent être fermés en cas de non utilisation.

2.5 7

Gestion des déchets

Limitation des volumes et quantités de déchets

L'objectif est de limiter au maximum la production de déchets à la source par :

- Un choix de système constructif générant moins de déchets (composants préfabriqués, calepinage, etc.)
- Une production de béton hors site
- Une préfabrication en usine des aciers
- Un stockage réfléchi des matériaux afin d'éviter la casse, la détérioration ou le vol

Les emballages sont contrôlés et limités dans leur quantité dès la passation des marchés avec les fournisseurs. Ainsi, les fournisseurs proposant des emballages réduits (menuiseries attachées avec des sangles, palettes métalliques récupérées par le fournisseur,...) seront privilégiés.

Les livraisons seront rationalisées pour éviter la casse.

Les gravats de béton peuvent être réduits par une bonne préparation du chantier ; des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup seront organisées et y participeront toutes les entreprises concernées.

Les réservations en polystyrène ne seront pas autorisées.

Réservations privilégiées :

- Une réservation en deux temps (1ère phase : coulage avec des réservations maximales et 2ème phase : coulage avec des réservations précises en dimension et en position grâce à l'utilisation d'un fil à plomb)
- Des boîtes en contreplaqué baké, pyramidales ou biseautées et emballées de plastique pour faciliter le décoffrage et la réutilisation
- Cylindres métalliques spiralés prédécoupés (hors d'eau par des couvercles étanches)
- Réservations en béton cellulaire

- Réservations en carton

Les chutes de bois sont limitées autant que possible par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison.

Pour les voiles de façades ; utiliser des mannequins de baies métalliques préfabriquées pour réaliser les ouvertures.

Les boîtes en plastique, habituellement utilisées pour la protection des aciers en attente contre la pénétration de la laitance et stockées en classe II après emploi, peuvent être remplacées par un système de boîtes métalliques perdues dans l'ouvrage et de bandes plastiques aimantées réutilisables environ 100 fois.

Élimination des déchets

Lors du déroulement du chantier, et afin d'en conserver une parfaite traçabilité, les entreprises doivent fournir les enregistrements relatifs à l'élimination de leurs déchets.

Ainsi, tous les déchets devront être accompagnés d'un bordereau de suivi de déchets dans le cadre de la loi relative à l'élimination des déchets de 1975 : la responsabilité en matière d'élimination des déchets repose sur le détenteur ou le producteur des déchets.

Chaque entreprise doit fournir lot par lot les estimatifs de leur déchets, la nature, les quantités produites selon l'avancement du chantier, le mode retenu d'élimination en privilégiant celui qui permet de limiter la mise en centre de stockage et de favoriser la valorisation (filière, éventuellement logistique associée) et le coût correspondant (se reporter à la ligne dans la décomposition du prix global forfaitaire) en adéquation avec le site.

Il est demandé aux entreprises d'effectuer un tri à la source afin d'optimiser l'opération.

Sur le chantier, il sera formellement interdit, sous peine de pénalité, de :

- Brûler les déchets sur le chantier
- Abandonner ou enfouir un déchet, même inerte, dans des zones non contrôlées administrativement, comme les décharges sauvages.
- Laisser les déchets spéciaux sur le chantier ou les mettre dans les bennes de chantier non prévues à cet effet.

Chacune des entreprises est responsable de ses propres déchets, elle évacuera ses propres déchets en décharge contrôlée. Aucune benne à déchets commune ne sera mise en place.

Conformément à la réglementation française, les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif.

Il conviendra à chacune des entreprises de définir son propre mode de gestion des déchets et d'en effectuer un vidage régulier et évacuation en décharge publique, centre de revalorisation, centre de recyclage...

Chaque entreprise devra évacuer ses déchets et nettoyer ses zones de travail quotidiennement après ses travaux et avant sa mise à disposition aux autres corps d'états. En cas de défaillance, l'entreprise de Nettoyage effectuera les travaux nécessaire et en facturera à l'entreprise défaillante.

En cas d'approvisionnement de produits toxiques, l'entreprise responsable devra assurer l'évacuation des résidus et des contenants dans le respect de règles de protection et de préservation de l'environnement.

2.5 8

Réunion de chantier

Les entrepreneurs sont tenus d'être présents aux réunions de chantier (hebdomadaires ou bi-hebdomadaires) sur convocation du maître d'œuvre.

La présence de tous les Entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un Entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'Entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le compte rendu de chantier visé ci-après.

L'Entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur le compte-rendu de la réunion précédente.

Les inscriptions portées par la Maîtrise d'Oeuvre, valent Ordre pour chaque Entrepreneur intéressé, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier.

Un dossier de chantier complet, comprenant les plans du Maître d'oeuvre, les plans d'exécution de tous les corps d'état, ainsi que l'ensemble des pièces écrites, sera constitué et maintenu en permanence et en bon état, dans le bureau de chantier.

Un jeu complet des plans du Maître d'oeuvre sera affiché sur les panneaux prévus à cet effet.

Les frais afférents au dossier et aux plans d'affichage seront répartis au compte prorata

2.5 9

Installation de chantier - Organisation

Les entreprises des lots Gros Œuvre, Couverture Métallique, Electricité, Plomberie Sanitaires, Chauffages Ventilation organiseront une cellule de synthèse, qui se réunira en présence de la Maîtrise d'œuvre pendant la période de préparation des travaux.

Pendant la période de préparation, l'Entreprise du Lot Gros Œuvre, chargée de l'installation de chantier soumettra au Maître d'Ouvrage et au Coordinateur de Sécurité le plan d'organisation du chantier, évoluant au fil des différentes phases selon plans de phasage et précisant notamment :

- la position et la nature des clôtures de chantier,
- les lieux de dépôt des matériaux à l'air libre ou protégés sous abri pour les matériels,
- les points d'eau, d'électricité
- les zones de circulation de chantier,
- la position des bureaux de chantiers, et des locaux de stockage d'échantillons,
- les zones locaux sanitaires,

- etc.

Les frais afférents aux diverses consommations et entretien des installations seront imputés au compte prorata

2.5 10 Echafaudages - Levages - Manutentions - Livraisons

Tout appareil de levage, fixe ou mobile, avant d'être utilisé sur le chantier, sera vérifié par un organisme agréé.

L'échafaudage mis en place par le lot Échafaudage, permet de mutualiser les travaux de façades et de couvertures selon les phases définies par l'OPC.

Le rapport de vérification sera obligatoirement remis au maître d'œuvre, au coordinateur O.P.C. et au coordonnateur S.P.S.

Chaque entrepreneur devra, dans le cadre de son prix global et forfaitaire, prévoir tous les échafaudages nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris double transport, montage, location, dépose.

De la même façon, sont compris dans le prix global et forfaitaire, tous les moyens de levage nécessaires à ses travaux.

Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les suggestions qui y sont liées.

Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du maître d'œuvre, préalablement à toute intervention, pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution de la structure.

Aucun encombrement des voies du domaine public ne sera toléré. L'emprise du chantier ne permet pas l'intégration d'une aire de déchargement : chacune des entreprises devra planifier les livraisons à J-3 sur un créneau horaire défini en accord avec la Caserne : de ce fait, les camions de livraison devront être reçus et déchargés à l'intérieur des emprises du chantier.

2.5 11 Assurances

L'entreprise doit être obligatoirement qualifiée pour les travaux décrits ci-dessous et assurée contre tous accidents matériels de personnes (Tiers, Personnel de chantier, incendie, vols, etc...) et recours des tiers ou des Services Publics.

Elle reste seule responsable en cas d'accidents, dégâts matériels ou recours de tiers ou voisins.

Les travaux seront exécutés selon les meilleures règles de l'art.

2.5 12 Sécurité

Toutes les fouilles seront exécutées en tenant compte des règlements de sécurité en vigueur, en particulier en ce qui concerne les pentes et talus, les blindages etc...

L'Entrepreneur sera responsable de tous les éboulements et mouvements de sols qui pourraient survenir et tous les dommages pouvant en résulter.

Nonobstant, le titulaire du lot correspondant devra s'assurer que toutes les consignes, règles et autres dispositions réglementaires ou non sont bien respectées, soit principalement :

- contrôle par les Services concernés : Inspection du Travail, OPPBTP, CRAM etc...
- respect des observations du coordonnateur de Sécurité, Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.
- sécurité des tiers : contrôle des accès, balisage des zones de travail, identification des personnes autorisées à être présentes sur le chantier.

2.5 13 Stockage et manutention

Chaque entreprise se chargera de la réception, du stockage et de la manutention des matériels et matériaux livrés sur chantier, sous son entière responsabilité.

Aucun dépôt de matériel et de matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments sauf autorisation spéciale écrite du Maître d'Ouvrage.

Les stockages dans l'emprise du terrain seront soumis à accord préalable du coordinateur O.P.C. et devront respecter les mesures prises en la matière par le Plan Général de Coordination S.P.S.

2.5 14 Installations provisoires (chauffage)

Si le bâtiment n'est pas encore équipé en génie climatique, le chauffage provisoire électrique sera assuré par le lot Gros Œuvre (mise à disposition de radiateurs électrique...) et pris en charge dans le compte prorata.

L'ensemble de cette installation devra être conforme aux fiches de sécurité de OPPBTP et au guide pratique des installations de chantier édité par le même organisme.

Le matériel devra être en bon état de fonctionnement protégé des intempéries. Pendant la durée du chantier l'Entrepreneur devra maintenir son installation en état de marche, vérifier l'état des connexions, des conducteurs et des appareillages.

2.5 15 Autocontrôle et contrôle technique interne aux entreprises

La loi du 4 janvier 1978 réformant l'assurance construction fait obligation de procéder, par les constructeurs, à des vérifications techniques sur leurs propres prestations, pendant la période d'exécution des travaux.

Les Entreprises devront, dans leur offre, définir leur programme de contrôle interne et vérifications techniques en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect et comportant notamment :

- l'identification du responsable des vérifications techniques,
- les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis,
- les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés,
- la nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraisons, fiches de contrôle d'exécution, procès verbaux d'essais à la charge des Entreprises, etc...).

Il est rappelé à toutes les entreprises qu'elles sont tenues d'assurer un contrôle interne sur les matériaux qui les concernent.

Ainsi ce contrôle doit être assuré :

- pour les fournitures, en conformité avec les normes et réglementations
- pour le stockage des matériaux et produits sensibles aux agressions atmosphériques ou déformations mécaniques.
- pour leur mise en oeuvre en particulier par concertation avec les autres entreprises de manière à assurer une bonne réalisation des ouvrages.

2.5 16

Nettoyage du chantier

Chaque entreprise est responsable du nettoyage de sa zone de travail et de l'amenée des gravois jusqu'au point de dépôt.

Chaque corps d'état doit donc intervenir dans une zone de bâtiments dont le nettoyage a été assuré par l'entreprise qui l'a précédé.

a) Au cas où il est constaté, avant intervention d'un corps d'état, que le nettoyage n'a pas été exécuté convenablement, ce nettoyage est exécuté sans avertissement préalable par l'équipe de nettoyage, avec imputation directe des dépenses de cette équipe, au corps d'état défaillant.

b) Dans le cas de gravois de provenance indéterminé, l'enlèvement en est assuré par l'équipe de nettoyage et les frais correspondants imputés au compte-prorata.

c) Indépendamment du nettoyage et l'enlèvement des gravois des zones de travail, l'ensemble du chantier, et plus particulièrement des parties communes (escaliers, dégagements, etc.) ainsi que les zones des installations de chantier, sont maintenus dans un état de propreté permanente.

Le nettoyage de ces zones communes est confié à l'équipe de nettoyage et l'imputation des dépenses correspondantes se fait au compte inter-entreprises.

En plus du personnel assurant l'évacuation de ses propres gravois, l'entreprise met en place une équipe de nettoyage chargée d'effectuer les nettoyages visés ci-dessus.

Cette équipe est constituée de manœuvres dirigés par un chef d'équipe. Elle a à sa disposition les moyens nécessaires à l'exécution de ces travaux (pelles, balais, brouettes, poubelles, etc.).

L'ensemble des dépenses de l'équipe de nettoyage est imputé au compte inter-entreprises.

Chaque entreprise prévoiera le nettoyage de ces ouvrages pour les Opérations Préalable à la Réception, une fois les OPR réalisés et seulement à partir de ce moment là, aura lieu le nettoyage de livraison par une entreprise spécialisée.

2.5 17

Nettoyage de finition

Au moment des finitions, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire appel à une entreprise spécialisée afin d'amener les locaux et ouvrages en parfait état de propreté pour la réception, en cas de défaillance de l'entreprise devant assurer la finition.

Ce nettoyage n'exclut en aucune façon les différents nettoyages dus par chaque entreprise dans le cadre de ses prestations (ex : carrelages, sols souples, sanitaires, peintures, vitreries, etc.).

De plus, il est précisé que chaque entreprise est responsable des dégradations, y compris les nettoyages en décaillant, qu'elle cause aux ouvrages d'autres corps d'état.

Imputation : Les frais de nettoyage de finition sont inclus dans les prestations du marché du Lot PLATRERIE - PEINTURE

2.6

DEPENSES DE CHANTIER COMMUNES OU PARTICULIERES - COMPTE PRORATA

2.6 1

Compte Prorata

Une convention inter-entreprise sera mise en place pour les dépenses communes à la vie du chantier tels que mentionnés ci après. Le contrôle des dépenses sera assuré par l'entreprise titulaire du lot Gros Oeuvre, qui sera chargée d'affecter les prestations aux entrepreneurs des autres lots, qui eux même devront prendre en considération le coût du compte prorata dans leur offre.

Ce compte, dont la gestion sera assurée par l'entrepreneur mandataire du lot "Gros-Oeuvre" pour toute la durée du chantier, sera réparti entre les entreprises proportionnellement au montant de leurs marchés initiaux.

Une convention de compte prorata sera obligatoirement signée par toutes les entreprises et un collège d'entreprises sera élu (nombre impair d'entreprises) afin de surveiller les dépenses de chantier.

Pour rappel, chaque entreprise doit l'évacuation de ses gravats

En fin de chantier, chaque entreprise devra présenter le quitus de sa participation au compte prorata.

Frais communs à tous les entrepreneurs : Sont à la charge commune de tous les entrepreneurs sans exception.

- Les frais de nettoyage, pour les besoins du chantier proprement dit
- Les équipements provisoires de chauffage du chantier nécessaires pour les besoins du chantier
- Les frais qu'entraînent la réparation des dégâts ou détournements quelconques commis sur le chantier par des inconnus
- * Etc...

Répartition du Prorata :

* la gestion et l'avance de ces frais bien qu'à la charge de tous les entrepreneurs seront assurées par l'entreprise de Gros-Oeuvre qui devra en présenter le décompte avant la réception définitive.

* le décompte du prorata doit être communiqué à titre d'information au Maître de l'ouvrage et Maître d'Oeuvre

* la répartition des frais se fera au prorata du montant des travaux pour chaque entrepreneur.

**Les énergies fluides et électricité sont fournis par le maître d'ouvrage donc pas de sous compteur ni de refacturation.
Le compte prorata servira principalement à la base vie et au nettoyage**

2.6 2 Panneau de chantier

Le panneau de chantier de dimension 2,00 x 3,00 m est réalisé et posé par l'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre. Son implantation est soumise à l'accord du Maître de l'ouvrage.

Indication des titres, Maître d'Ouvrage, Maîtrise d'Oeuvre, liste des entreprises et des sous-traitants

Dès l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur chargé de l'organisation, fait poser un panneau par lui fourni, de dimensions suffisantes selon charte graphique du SGAMI Sud Est, soumis au Maître d'Oeuvre, pour indiquer les noms et adresses du Maître de l'Ouvrage, des diverses entreprises, la nature de l'opération, le numéro et la date du permis de construire, et incluant les logos obligatoires des organismes de subventions.

Il en assurera la dépose en fin de travaux

Les frais de fabrication, de pose et d'entretien de ce panneau de chantier sont à la charge du lot Gros œuvre. Les frais du panneau d'affichage du permis de construire (dispositions de l'article A 421.7 du Code de l'Urbanisme) sont à la charge de ce même lot.

Le lot devra au fur et à mesure des agréments de sous-traitants, compléter le panneau de chantier par la désignation de ces nouvelles entreprises

2.6 3 Dossier témoin du chantier

La prestation comprend la fourniture, dans la salle à usage de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, le maintien en l'état et les mises à jour d'un dossier complet comprenant :

- un exemplaire des pièces des marchés "tous corps d'état" : pièces écrites et plans
- le planning des travaux et ses mises à jour
- les comptes rendus de chantier
- les comptes rendus du Contrôleur technique, de l'OPC et du SPS
- le cahier journalier des effectifs
- le registre journal de sécurité et protection de la santé
- les plans d'exécution, d'atelier et de chantier au fur et à mesure de leur établissement
- le dossier des résultats d'essais
- les plans particuliers de sécurité et protection de la santé
- tous documents administratifs ou techniques liés au chantier

2.6 4 Photographies du chantier

Afin de conserver l'évolution visuelle des travaux, il sera établi, par l'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre, à l'avancement des travaux et au minimum chaque mois, un relevé photographique du bâtiment. Les photos seront archivées dans un recueil disponible dans le bureau de chantier, et remis au Maître d'Ouvrage avec les D.O.E. en fin de chantier.

2.6 5 Étanchéité provisoire

Si l'occultation provisoire des ouvertures est rendue nécessaire par les conditions climatiques pour permettre l'exécution des travaux intérieurs, elle sera réalisée par l'entreprise demandeuse sur son initiative ou sur demande du Maître d'Oeuvre.

2.6 6 Trous et Scellements

Les entreprises des corps d'état secondaires indiqueront à l'entreprise de gros oeuvre, tous les passages de canalisations, fourreaux, trémies, réservations, passages de gaines... dans les murs, poutres, poteaux et planchers qui leurs seront nécessaires, ainsi que les emplacements des percements et scellements, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas gêner l'avancement des travaux de gros oeuvre.

Ces indications feront l'objet d'un plan particulièrement explicite reporté sur les plans d'exécution Structures établis par l'entreprise du lot Gros Oeuvre. Les trémies et réservations dans les structures porteuses seront réalisées par le gros oeuvre. En cas de mauvaise implantation, consécutive à une erreur des corps d'état secondaires ou à la non-remise dans les délais des plans de réservations, la rectification sera faite par le lot gros oeuvre aux frais de l'entreprise défaillante.

Les entreprises de corps d'état secondaires devront les trous et scellements dans les cloisons et ouvrages non porteurs, ainsi que tous les calfeutrements dans ces mêmes ouvrages.

Les calfeutrements dans les murs porteurs de plus de 12 cm d'épaisseur et planchers seront exécutés par le lot gros oeuvre avec des dispositifs ou matériaux assurant les mêmes performances que la paroi ou plancher traversé.

Fourreaux

Les garnissages des passages de canalisations dans les ouvrages ne seront effectués qu'après mise en place des fourreaux et protections des canalisations.

Les fourreaux qui, dans tous les cas, sont à la charge de l'entreprise ayant posé la canalisation intéressée, seront soigneusement ajustés au nu fini des ouvrages verticaux et dépasseront uniformément de 2 cm le nu des sols finis.

2.6 7 Protection des ouvrages

Chaque entreprise devra, à ses frais, assurer la protection de ses ouvrages et restera personnellement responsable de tous les dégâts qui seraient occasionnés pour quelque cause que ce soit (vols ou dégradations) jusqu'à la réception des travaux et la remise des clés au Maître d'Ouvrage.

Un gardiennage pourra être assuré et rémunéré au compte prorata interentreprises sous réserves d'en déterminer les modalités dès le début des travaux

sous l'entière responsabilité de l'ensemble des entreprises. La décision de la mise en place d'un gardiennage appartient à l'entreprise et ne peut lui être imposée.

2.6 8 Gestion des clés

La gestion des clés sera définie lors de la période de préparation du chantier.

Des cylindres de chantiers seront mis par les lots correspondants (Menuiseries Extérieures pour les portes extérieures, et Menuiseries Bois pour les portes intérieures) avant changement définitif en fin de chantier.

La dernière entreprise quittant les lieux devra s'assurer de la fermeture des lieux.

2.6 9 Protection incendie

Les moyens de lutte contre le feu sont fournis par l'entreprise titulaire du lot Gros Oeuvre. Celle-ci installe des extincteurs :

- dans tous les étages courants.
- dans les locaux affectés au personnel : vestiaires, réfectoire

Les extincteurs sont maintenus en parfait état de fonctionnement.

Les dépenses de location et d'entretien des extincteurs font partie de la proposition de prix de l'entreprise

